

# APRES L'ELECTION PRESIDENTIELLE

(Résolution du Comité Central du P C I)

Nous publions ci-dessous la première partie de la résolution politique adoptée par notre Comité central dans sa séance du 23 janvier dernier.

## Echec au gaullisme

L'élection présidentielle marque un tournant de la situation politique en France. Le régime gaulliste a reçu un coup décisif, la période de sa succession est ouverte, plusieurs variantes étant possibles. La vie politique et la lutte de classe ne manqueront pas de connaître une animation.

On ne peut juger de l'élection présidentielle comme d'une autre élection pour de multiples raisons :

a) Tout d'abord, il ne s'agit pas d'un régime démocratique, mais d'un régime bonapartiste, d'une nature très particulière, il est vrai, puisqu'il ne s'est pas contenté du plébiscite pour le Bonaparte. Mais, précisément, l'élection a porté un coup à de Gaulle là où, dans le cas d'un candidat ordinaire, un ballottage suivi de 55 % des voix au second tour aurait été un résultat satisfaisant, étant donné la structure politique de la France ;

b) C'était la première fois depuis la II<sup>e</sup> République que l'on procédait à une élection présidentielle par le suffrage universel, et cette élection a montré que, dans des conditions politiques données, une telle élection, au lieu d'assurer un pouvoir fort, pouvait donner lieu à un ébranlement du pouvoir et à une animation politique dans le pays ;

c) plus particulièrement dans le cas du pouvoir bonapartiste de de Gaulle, l'élection a traduit un mécontentement dans toutes les couches de la société, aussi bien dans la bourgeoisie que dans les masses travailleuses. Le rôle du bonaparte suppose un climat social favorisant l'acceptation de celui-ci après une période de troubles et de difficultés politiques. Sa contestation, après une période d'apathie ou d'indifférence politique, ne peut qu'être renforcée par une élection qui a mis en lumière les forces qui le contestent.

Une étape nouvelle s'ouvre donc dans la vie politique française, mais il est nécessaire d'examiner de plus près les positions et les tendances des forces sociales et politiques qui vont opérer à l'avenir.

## La bourgeoisie pense « après »

Le ballottage du 5 décembre a été provoqué par la bourgeoisie, non par les partis ouvriers. Inquiète des incertitudes commises par de Gaulle sur le plan de l'Europe, de la faiblesse de la conjoncture économique par suite du maintien prolongé du Plan de stabilisation, et également préoccupée d'assurer la passation

des pouvoirs, sans troubles politiques, après la disparition de de Gaulle, n'ayant aucune confiance dans l'U.N.R. et la plupart des hommes actuellement au gouvernement, la grande bourgeoisie avait suscité la candidature Lecanuet qui a reçu des soutiens capitalistes importants. Cette candidature était destinée à faire connaître une nouvelle figure autour de laquelle pourrait être établi à l'avenir un pouvoir présidentiel, par une personnalité rassurante pour la bourgeoisie et aussi pour les alliés américains. Cette candidature avait été également mise en avant pour tenter de retirer à la candidature Mitterrand le maximum de voix bourgeoises et petites-bourgeoises qui auraient pu se porter sur elle, en agitant le danger du soutien communiste à cette candidature. La candidature Lecanuet visait moins à mettre de Gaulle en ballottage qu'à devancer Mitterrand.

Le fait que de Gaulle ait été mis en ballottage témoigne de l'ampleur du mécontentement et de l'usure de son régime auprès de diverses couches bourgeoises et petites-bourgeoises. La campagne électorale a permis de révéler l'ampleur de ce mécontentement, car le ballottage n'entraîne dans aucune prévision, sauf aux tout derniers jours de la campagne.

Le rattrapage du 19 décembre ne fait qu'exacerber les contradictions et obliger les hommes politiques de la bourgeoisie à rechercher plus encore que par le passé une solution de transition pour l'après-gaullisme.

## Le plus grand danger

En ce qui concerne les votes bourgeois et petits-bourgeois au second tour, on peut observer ceci :

— une importante partie des réactionnaires (Tixier-Vignancour) a pratiqué la politique du pire, considérant qu'il fallait à tout prix déblayer le terrain de la personne de de Gaulle. Mais on ne peut concevoir l'application d'une telle tactique pour le cas où le candidat aurait été un communiste et non Mitterrand, ou dans une élection où le candidat de la bourgeoisie serait un autre que de Gaulle. Il s'agit donc d'une tactique éminemment conjoncturelle ;

— les éléments politiques les plus réfléchis de la bourgeoisie se sont montrés divisés et incéles. Ainsi, pour le second tour, Paul Reynaud s'est prononcé pour Mitterrand. Lecanuet a invité ses électeurs à s'abstenir ou à voter Mitterrand, Pflimlin à s'abstenir ou à voter de Gaulle. Sirius, dans *Le Monde* est resté sur un point d'interrogation, après avoir posé la question de savoir s'il ne valait pas mieux procéder immédiatement au changement du président de la République. L'enquête de *La Vie* française auprès des dirigeants des cent plus grandes entreprises françaises a

également montré la division des grands capitalistes entre de Gaulle et Lecanuet.

Enfin, les déclarations faites au cours de la campagne électorale par plusieurs personnalités de gauche (dont Mitterrand, Defferre, Mollet) selon lesquelles, avec de Gaulle, la passation des pouvoirs se ferait normalement, tandis qu'on pourrait craindre bien des choses de son entourage actuel si elle devait se faire quand il ne serait plus, ne peuvent être considérées comme des propos sans importance. Il ne faut pas, entre autre, oublier le rôle joué par l'armée dans l'accession de de Gaulle au pouvoir. D'ailleurs, de Gaulle lui-même, dans une de ses allocutions, n'a pas dissimulé que le retour à la démocratie pourrait avoir de graves conséquences.

## Troubles et espoirs ouvriers

Les partis ouvriers, pour la première fois depuis des décennies, n'avaient pas présenté de candidature et ont ainsi placé la grande majorité des travailleurs devant le choix entre des candidats bourgeois.

Le 5 et le 19 décembre, un nombre non négligeable d'électeurs traditionnellement communistes ou socialistes (environ 8 à 10 % de chacun de ces deux électors) ont voté pour de Gaulle (voir en particulier les votes dans la banlieue parisienne pour les électeurs communistes, et dans le Nord et le Pas-de-Calais pour les électeurs socialistes).

C'est un phénomène non négligeable et qu'il faut expliquer. Tout d'abord, il existe dans l'électorat qui vote habituellement communiste ou socialiste dans les élections législatives, une partie qui, pour des raisons différentes et même contradictoires, s'était prononcée dans le passé pour de Gaulle et qui, même à présent, préfère de Gaulle à la tête du pays. Pour les uns, il est bon d'avoir des élus ouvriers, mais la direction du pays doit être remise à quelqu'un de fort. La politique « anti-américaine » de de Gaulle a favorisé ce sentiment (pendant des mois, la direction du P.C.F. avait fait connaître son soutien aux « aspects positifs » de la politique extérieure de de Gaulle). Pour certains, surtout dans les couches les plus vieilles, les souvenirs des faillites du Front populaire et de la collaboration des partis ouvriers avec les partis bourgeois à la libération suscitaient un préjugé défavorable envers Mitterrand dont la candidature annonçait la possibilité d'une nouvelle réédition d'une telle politique. Enfin, de Gaulle a bénéficié auprès d'une partie arriérée, même de l'électorat socialiste et communiste, de l'inertie qui joue pour celui qui est en place.

Mais le phénomène principal dans l'élection présidentielle est constitué par le nombre de voix recueillies par Mitterrand

au premier tour, qui dépasse les prévisions, y compris les plus optimistes en sa faveur, ainsi que le grand nombre des voix que cette candidature a recueillies au second tour.

Les informations concordent pour indiquer que les plus grands pourcentages pour Mitterrand proviennent, soit de régions économiquement affectées où les partis ouvriers n'avaient pas toujours une forte implantation, soit de la part des couches les plus jeunes de la population.

Ce vote indique donc l'existence de fortes aspirations pour un renouveau politique, pour un régime démocratique et aussi l'existence de très fortes illusions d'un type front populaire.

Le pouvoir est apparu plus faible que beaucoup ne le pensaient. En réalité, les élections ont atteint l'autorité du pouvoir et, de ce fait, dans l'esprit de beaucoup — y compris parmi ceux qui ont voté de Gaulle — il apparaît plus faible que par le passé et cela stimule inévitablement la combativité de ses adversaires.

Cela s'est traduit dès le lendemain du premier tour ; les ministres de de Gaulle ont été l'objet de manifestations d'hostilité pendant les réunions qu'ils ont tenues entre les deux tours.

Le pronostic, après comme avant les élections, est en général, tant dans les milieux politiques que dans les masses, que de Gaulle restera à la direction du pouvoir jusqu'à sa mort. Sans que cette perspective soit abandonnée, les résultats électoraux ont soulevé des espoirs, soit dans des changements immédiats de politique, soit surtout dans l'élimination de tout le personnel gaulliste avec la fin de de Gaulle, et même avant, car une nouvelle échéance a été mise en avant, celle des élections législatives de 1967. La campagne pour ces élections s'engage dès maintenant dans des conditions très différentes d'élections routinières.

Les masses se sentant plus fortes devant une bourgeoisie qu'elles voient divisée, la perspective d'une victoire électorale possible par « l'unité » d'une part, les efforts que fera de Gaulle pour maintenir la continuité de son régime, la ranimation des querelles entre partis politiques pour préparer les élections de 1967 d'autre part, vont contribuer à donner un stimulant aux courants profonds qui se sont développés dans les masses. Nous en sommes aux débuts, certes encore faibles, encore dépourvus de vigueur, mais aux débuts d'une nouvelle montée des masses, la troisième après celle de 1935-36 et de 1944-47. Il s'agit pour le moment d'une remontée politique des masses, non d'une poussée révolutionnaire.

Tout en tenant compte des rythmes encore lents et des amplitudes faibles, c'est sur cette nouvelle montée qu'il faut fondamentalement nous orienter.

(Les sous-titres sont de la rédaction)

# LE FOUET DE L'INTEND

LES résultats des élections présidentielles ont rappelé à de Gaulle qu'il est dangereux de traiter trop longtemps l'« intendance » par le mépris. S'il avait pu, jusque-là, feindre d'ignorer les critiques adressées par divers milieux capitalistes au plan de stabilisation et à la politique européenne, il ne fait nul doute de la manifestation de leur mécontentement, alors qu'il était concerné personnellement, l'ait persuadé d'en tenir davantage compte et de filer plus doux. Une première illustration en fut l'accord donné aux Cinq, le 23 décembre, pour une reprise des négociations européennes. Une seconde, le remaniement ministériel du 8 janvier, « assurant la

continuité et faisant du neuf » au prix du renvoi de Giscard d'Estaing (considéré comme le principal responsable du plan de stabilisation) et de l'entrée de Debré et d'Edgar Faure, ce dernier remplaçant Pisani, notamment à la table des négociateurs du marché commun agricole. La moindre habileté de cette opération, destinée avant tout à apaiser la bourgeoisie, n'a pas été de se présenter comme une « ouverture à gauche » propre à conserver à l'électorat gaulliste sa fraction ouvrière en lui promettant l'équipe décidée à appliquer enfin les mesures sociales si longtemps attendues.

le patronat français a refusé de prendre le risque de s'endetter alors que les perspectives de la demande étaient incertaines, il a ralenti sa production, réduit ses investissements, licencié des ouvriers et compté davantage que sur ses propres efforts sur la pression de ses lobbys pour obtenir de nouvelles garanties du gouvernement.

Un ministre pour la stagnation, un ministre pour la relance ! La Bourse a réagi très favorablement à l'annonce du départ de Giscard d'Estaing ; il est pourtant douteux que Debré soit disposé à de bien grandes audaces. Il est aussi l'un des pères du plan de stabilisation et fermement attaché aux principes de la stabilité des prix et de l'équilibre du budget et du commerce extérieur.

## DE GISCARD A DEBRÉ

Par ses conceptions économiques et financières, Giscard d'Estaing était l'auxiliaire rêvé du Général pour sa politique extérieure de « grandeur ». Au début du premier septennat, le plan Pinay-Rueff, en rétablissant l'équilibre du commerce extérieur, avait permis d'accumuler l'or et les devises et de rembourser l'essentiel de la dette extérieure. Libéré du cauchemar d'avoir à mendier une aide financière auprès des autres pays occidentaux, de Gaulle avait pu parler haut et fort, trancher de tout à tout propos à sa manière paternaliste et ignorante (par exemple sa plaidoirie pour le retour à l'étalon-or). En 1963, cette situation était menacée par la hausse des prix, pesant sur la compétitivité des produits français. Il fallait stabiliser, ramener le taux d'inflation à un faible pourcentage, inférieur au moins à celui des principaux partenaires commerciaux. A plus long terme, il fallait aussi que les industries françaises se concentrent et rationalisent leur production pour pouvoir faire face à l'élargissement des marchés. L'orthodoxie de Giscard d'Estaing y trouvait

son compte puisqu'il ne se contenta pas de diriger le plan de stabilisation mais qu'il lia sa présence au gouvernement à son succès.

Triste retour des choses, c'est au moment où « son » plan a atteint — plus ou moins bien — ses objectifs quant à la montée des prix, que Giscard est limogé. Car si cette opération a été couronnée de succès en ce qui concerne les finances extérieures (au point que certains économistes bourgeois commencent à se demander si l'on n'a pas atteint le seuil au-delà duquel accroître les réserves équivalait à stériliser des richesses) elle n'a guère été appréciée dans toutes ses modalités par les capitalistes français poussés, l'épée dans les reins, à s'adapter pour survivre. Le blocage des prix industriels aurait pu inciter un patronat dynamique à compenser la réduction de ses marges bénéficiaires par une diminution de ses prix de revient, c'est-à-dire en accroissant la productivité par une refonte des structures et une rationalisation des activités de production. Traditionnellement conservateur et timoré,

L'industrie française a cependant accumulé un tel retard ces dernières années que la reprise de l'investissement productif est devenu un impératif majeur et qu'il lui faudra bien lâcher du lest si cette reprise ne se produit pas spontanément à court terme. Le problème est d'autant plus urgent que, du fait de la « surchauffe » qui atteint l'Allemagne, et des mesures de restriction qui devront lui être appliquées, une tendance à la baisse des exportations françaises est prévisible. La suppression des mesures d'encadrement du crédit, en juin dernier, n'a guère eu d'effets sous ce rapport. L'augmentation de la demande des biens de consommation même, qui se constate depuis six mois, s'est surtout traduite par un déstockage. Les mesures fiscales d'encouragement à l'épargne qui ont été récemment adoptées ne peuvent avoir beaucoup d'influence à court terme. Aussi envisage-t-on maintenant d'exonérer directement les réserves constituées par les sociétés à des fins d'investissement, mesure réclamée d'ailleurs par le C.N.P.F. Il incombe surtout à Debré de reprendre l'étude, amorcée par Giscard d'Estaing, des modalités de suppression du blocage des prix industriels, dernier vestige du plan de stabilisation. L'opération pourrait se faire en plusieurs temps et utiliser divers correctifs. Un certain nombre de branches